

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu | 56083 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 et j'atteste de sa véracité.

Signataire
Annie Germain

Date
1.1 10 juin 2026

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	33
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	35
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	36
Situation financière par organismes	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Avantages sociaux futurs	43

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	50
Analyse des charges consolidées	62

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Rapport de l'auditeur indépendant et de la Vérificatrice générale

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (« la Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2025, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette), des gains et pertes de réévaluation et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (appelés collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2025, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCSP).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les NCSP. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Autre point - Informations comparatives redressées

Nous attirons l'attention sur la note 24 des états financiers, qui explique que certaines informations comparatives présentées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 ont été redressées. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent des informations contenues dans la Présentation lors de la séance du conseil et du Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2025, mais ne comprennent pas les états financiers et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations. En ce qui concerne notre audit des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu la Présentation lors de la séance du conseil et le Rapport du maire sur les faits saillants du rapport financier de l'exercice terminé le 31 décembre 2025 avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués sur les autres informations, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans celles-ci, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux NCSP, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités de la Ville pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.
CPA Auditeur, permis de comptabilité publique n°A128132
Brossard, Québec, le 10 juin 2026

Vérificatrice générale de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu
Sonya Guilbault, CPA Auditrice
Saint-Jean-sur-Richelieu, le 10 juin 2026

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024 Redressé note 24
Revenus			
Taxes	1	174 015 106	167 989 414
Compensations tenant lieu de taxes	2	12 050 769	11 960 185
Quotes-parts	3		
Transferts	4	16 429 001	28 167 882
Services rendus	5	16 533 514	17 282 943
Imposition de droits	6	21 607 947	15 403 321
Amendes et pénalités	7	4 702 704	4 529 960
Revenus de placements de portefeuille	8	3 908 154	4 788 678
Autres revenus d'intérêts	9	2 055 437	1 919 308
Autres revenus	10	9 258 421	4 172 985
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	260 561 053	256 214 676
Charges			
Administration générale	14	29 836 097	28 912 596
Sécurité publique	15	51 412 936	48 632 434
Transport	16	59 118 029	52 752 076
Hygiène du milieu	17	49 275 370	48 932 364
Santé et bien-être	18	1 798 470	3 772 935
Aménagement, urbanisme et développement	19	11 122 947	8 357 409
Loisirs et culture	20	41 987 386	41 758 543
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	11 080 898	9 307 735
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	255 632 133	242 426 092
Excédent (déficit) lié aux activités	25	4 928 920	13 788 584
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	485 845 732	472 110 885
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27	3 440 737	3 387 000
Solde redressé	28	489 286 469	475 497 885
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	494 215 389	489 286 469

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	96 306 342	61 050 175
Débiteurs (note 5)	2	55 428 482	64 838 807
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		15 000 000
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	151 734 824	140 888 982
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	43 926 019	48 474 433
Revenus reportés (note 11)	12	7 225 543	7 168 849
Dette à long terme (note 12)	13	288 422 182	256 851 594
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	18 673 800	18 817 300
Autres passifs (note 14)	15	13 352 609	13 506 369
	16	371 600 153	344 818 545
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(219 865 329)	(203 929 563)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	697 648 632	676 019 727
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	11 862 310	13 843 657
Stocks de fournitures	20	2 346 149	2 195 640
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	2 223 627	1 157 008
	23	714 080 718	693 216 032
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	494 215 389	489 286 469
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	494 215 389	489 286 469
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	494 215 389	489 286 469
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations	
		2025	2024 Redressé note 24
Excédent (déficit) lié aux activités	1	4 928 920	13 788 584
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	58 051 518)(	67 061 172)
Produit de cession	3	1 002 396	773 496
Amortissement	4	36 159 471	34 460 718
(Gain) perte sur cession	5	(739 254)	204 946
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(21 628 905)	(31 622 012)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	1 981 347	(3 936 340)
Variation des stocks de fournitures	10	(150 509)	(202 751)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(1 066 619)	(915 307)
	13	764 219	(5 054 398)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(15 935 766)	(22 887 826)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(198 015 879)	(175 074 316)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18	(5 913 684)	(5 967 421)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(203 929 563)	(181 041 737)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(219 865 329)	(203 929 563)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
			Redressé note 24
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 928 920	13 788 584
Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	36 159 471	34 460 718
Amortissement des actifs incorporels achetés (note 17)	3		
Autres			
▪ (Gain) perte sur cession d'immos	4.1	(739 254)	204 946
▪ Redressement immos en cours	4.2		
	5	40 349 137	48 454 248
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	9 410 325	3 509 882
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(6 678 663)	8 169 154
Revenus reportés	9	56 694	(806 873)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(143 500)	544 400
Propriétés destinées à la revente	11	1 981 347	(3 936 340)
Stocks de fournitures	12	(150 509)	(202 751)
Autres actifs non financiers	13	(1 066 619)	(915 307)
	14	43 758 212	54 816 413
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15 (	56 075 029)(	73 805 889)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	1 002 396	773 496
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(55 072 633)	(73 032 393)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20 ())
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22 (	)	15 000 000)
Cession	23	15 000 000	20 000 000
	24	15 000 000	5 000 000
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	49 214 600	47 132 099
Remboursement de la dette à long terme	26 (	17 267 088)(	18 249 147)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(420 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(376 924)	(597 080)
Autres			
▪	29.1		
	30	31 570 588	27 865 872
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	35 256 167	14 649 892
Solde déjà établi	32	61 050 175	46 400 283
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	33		
Solde redressé	34	61 050 175	46 400 283
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	35	96 306 342	61 050 175

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu (« la Ville ») est constituée en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes:

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidées à 100% ligne par ligne de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable, soit La Corporation du festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc.

La Corporation du festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu inc. (ci-après « la Corporation ») a été constituée le 16 janvier 1992 en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec*. Elle administre des activités touristiques reliées au domaine aéronautique.

Au cours de l'exercice 2025, l'administration municipale a enregistré une subvention de 843 031\$ à la Corporation.

Les transactions inter organismes et les soldes réciproques sont éliminés.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice**Base de présentation**

La comptabilisation des transactions d'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville, conformément aux normes comptables, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation, des réclamations en justice, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille, qui sont constitués de certificat de dépôt garantis, sont comptabilisés au coût. Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Passif au titre d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au poste "Assainissement des sites contaminés" lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'ils sont directement responsables ou qu'ils acceptent la responsabilité, qu'il est prévu que les avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants au cause.

Les obligations découlant de la réhabilitation de terrains contaminés sous la responsabilité de la Ville, ou pouvant de façon probable relever de sa responsabilité, sont comptabilisées au poste Assainissement des sites contaminés dès que la contamination survient ou que la Ville en est informée, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause. Le passif comprend les coûts estimatifs de la gestion et de la réhabilitation des terrains contaminés ainsi que les coûts afférents à la maintenance et à la surveillance après assainissement, le cas échéant. L'évaluation de ces coûts est établie à partir de la meilleure information disponible et est révisée annuellement.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Ville en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Ville comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 5 à 40 ans

Bâtiments : de 20 à 40 ans

Améliorations locatives : jusqu'à 15 ans

Véhicules : de 10 à 20 ans

Ameublement et équipement de bureau : de 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement divers : de 10 à 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont comptabilisés au prix coûtant, établi selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

F) Revenus

Constatation des revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice au cours duquel ont eu lieu les opérations ou les faits qui en découlent. Les produits provenant d'opérations assorties d'obligations de prestation sont constatés lorsque la Ville s'acquitte d'une obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis à un payeur. L'obligation de prestation est évaluée comme étant satisfaite soit sur une période donnée, soit à un moment donné.

La Ville comptabilise les entrées de fonds affectées à l'externe à titre de revenus dans la période où les ressources sont utilisées aux fins précisées conformément à un accord ou à une loi. Jusqu'à ce moment, la Ville enregistre des revenus reportés affectés par l'externe.

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés et le revenu est reconnu au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et lorsqu'elles relèvent d'un événement passé qui est à l'origine d'un actif, c'est-à-dire que la créance est exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées inter-employeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment:

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- le régime supplémentaire de retraite pour les cadres policiers;
- le régime supplémentaire de retraite pour les hauts salariés cadres.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, pour le régime capitalisé, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2025 selon la méthode suivante: valeur lissée 5 ans.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'une dépense à taxer ou à pourvoir pour fins de taxation.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Avantages sociaux futurs:

* Passif constaté initialement au 1er janvier 2007:

Dans le cas des régimes non capitalisés : ce déficit n'est pas amorti;

* Pour l'excédent de la dépense de fonctionnement sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés: cet excédent n'est pas amorti.

- Frais d'assainissement des sites contaminés :

La Ville comptabilise un passif relatif aux coûts liés à la réhabilitation des sites contaminés dont elle a la responsabilité ou dont il est probable qu'elle en aura la responsabilité, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés. La base d'amortissement du passif contaminé se fait selon les dépenses engagées pour la décontamination.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement: au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer, des avantages sociaux à payer et de la provision pour contestation d'évaluation, des intérêts courus à payer et des dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la Loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Les surplus affectés - St-Jean et Iberville sont relatifs à ces secteurs spécifiques.

Les surplus affectés - Administratifs ont été créés afin de couvrir diverses dépenses futures de la Ville pour de l'entretien, relocalisation ou démolition d'immeubles, honoraires professionnels, avantages sociaux futurs, élections et éventualités.

Les surplus affectés - Infrastructures et transport ont été créés pour pourvoir aux divers imprévus et projets spéciaux de la Ville tel déneigement, projets majeurs et passifs environnementaux ainsi que pour les opérations de transport adapté durant un exercice financier.

Les surplus affectés - Hygiène du milieu ont été créés pour couvrir des dépenses de matières recyclables et usines de filtration.

Les surplus affectés - Développement économique, aménagement et urbanisme ont été créés afin de soutenir diverses initiatives de revitalisation du centre-ville, du patrimoine bâti, de soutien financier aux entreprises et subventions de rénovation ainsi que le patrimoine naturel.

Les surplus affectés - Santé et bien-être ont été créés afin de soutenir le logement social.

Les surplus affectés - Loisir et culture visent des événements spéciaux, les infrastructures loisirs et bibliothèques ainsi que les parcs et espaces verts.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Fonds réservés

Certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Le Fonds de roulement est constitué d'un capital de 21,7 millions de \$ afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Le solde disponible de règlement d'emprunts fermés est composé des sommes excédentaires empruntées de règlements fermés qui seront utilisées pour du remboursement de dette lors de refinancement futurs.

Le fonds réservé - Assurance a été constitué pour pourvoir à l'indemnisation de dommages aux propriétés de la Ville et à celles dont elle a la responsabilité. Ce fonds servira également à indemniser des tiers pour des dommages subis et reliés à la responsabilité de la Ville.

Réserves financières

La réserve pour la réalisation du chantier des écosystèmes naturels de la stratégie de développement durable est une réserve financière en vue de financer toutes dépenses relatives à la réalisation, la préservation et la pérennité de plan de conservation des milieux naturels.

La réserve reliée au transport en commun est une réserve financière pour les dépenses liées au transport en commun périurbain.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2025	2024
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	96 306 342	61 050 175
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	96 306 342	61 050 175
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	96 306 342	61 050 175
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	96 306 342	61 050 175
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Note

Les sommes affectés comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux surplus affectés, à la réserve financière relative au chantier écosystèmes naturels et développement durable, au fonds réservés pour le fonds de roulement, au fonds réservés aux soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés, au fonds d'auto-assurance, au fonds de parcs et terrains de jeux et aux revenus reportés.

5. Débiteurs

		2025	2024
Taxes municipales	9	10 313 407	7 833 561
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	29 953 770	37 249 577
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	4 476 779	9 516 636
Organismes municipaux	13		
Autres			
▪ Amendes, CAR, droits de mutations et autres	14.1	10 684 526	10 239 033
	15	55 428 482	64 838 807
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	24 238 769	26 017 120
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	24 238 769	26 017 120
Montants des débiteurs affectés au remboursement des emprunts temporaires	21		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	22	2 323 218	2 192 339
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	23	20 242 370	21 512 127
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	24	2 919 943	5 742 182
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	25	377 830	3 293 754
Ministère de la Culture et des Communications	26	2 153 764	2 484 186
Autres ministères/organismes	27	4 259 863	4 217 328
	28	29 953 770	37 249 577

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,00% à 4,75% (0,80% à 5,29% au 31 décembre 2024) et viennent à échéance au plus tard en 2044. En vertu d'ententes avec le gouvernement provincial, la Ville recevra sous forme de transferts, une compensation pour les intérêts qu'elle doit assumer pour ses dettes.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

6. Prêts

	2025	2024
Prêts à un office d'habitation	29	
Prêts à un fonds d'investissement	30	
Autres		
▪	31.1	
	32	
Provision pour moins-value déduite des prêts	33	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2025	2024
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	34	
Autres placements	35	15 000 000
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	36	
Autres placements	37	
	38	15 000 000
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	39	15 000 000
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	40	

Note

La rubrique Autres placements était constituée d'un CPG portant intérêt au taux de 4,88% échéant en mars 2025 au 31 décembre 2024.

8. Autres actifs financiers

	2025	2024
Propriétés destinées à la revente (note 16)	41	
Autres		
▪	42.1	
	43	

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville a autorisé et négocié auprès de son institution financière 2 marges de crédit. La première est autorisée pour un montant maximum de 500 000\$ (500 000\$ en 2024), portant intérêt au taux de base canadien minoré de 0,85% l'an, donc un taux de 3,60% au 31 décembre 2025 (4,60% au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, le montant inutilisé est de 500 000\$. La deuxième est autorisée pour un montant maximum de 10 000 000\$ (10 000 000\$ en 2024), portant intérêt au taux de base canadien minoré de 0,85% l'an, donc un taux de 3,60% au 31 décembre 2025 (4,60% au 31 décembre 2024). Au 31 décembre 2025, le montant inutilisé est de 10 000 000\$. L'emprunt bancaire de la Corporation du Festival de montgolfières de Saint-Jean-sur-Richelieu Inc., d'un montant autorisé de 1 000 000\$ (1 000 000\$ en 2024), porte intérêt au taux préférentiel plus 0,50%, soit 4,95% au 31 décembre 2025 (5,95% au 31 décembre 2024). L'emprunt bancaire est cautionné par la Ville. Au 31 décembre 2025, le montant inutilisé est de 1 000 000\$ (1 000 000\$ au 31 décembre 2024).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

10. Crédoeurs et charges à payer

		2025	2024
Fournisseurs	44	25 413 377	25 983 470
Salaires et avantages sociaux	45	6 455 436	7 697 741
Dépôts et retenues de garantie	46	8 006 699	10 218 940
Provision pour contestations d'évaluation	47	269 561	
Autres			
▪ Gouvernement Qc et entreprises	48.1	798 724	1 420 388
▪ Gouvernement Canada et entreprises	48.2	20 673	806
▪ Organismes municipaux	48.3	2 334	2 334
▪ Intérêts courus dette LT	48.4	553 461	493 919
▪ Autres courus à payer	48.5	2 405 754	2 656 835
	49	43 926 019	48 474 433

Note

Les crédoeurs et charges à payer comprennent 16 861 199 \$ (14 884 710\$ en 2024) de dépenses en immobilisations. Ces transactions sont sans effet sur la trésorerie.

11. Revenus reportés

		2025	2024
Taxes perçues d'avance	50	858 942	1 070 940
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	51		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	52		
Accès entreprise Québec	53		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	54		
Autres			
▪	55.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	56	3 310 764	3 998 537
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	57	584 681	612 744
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61	527 933	
Autres			
▪ Activités Loisirs / Employés / TA	62.1	144 922	140 317
▪ Entente culturelle et autres	62.2	893 530	97 948
▪ Subvention dép. investissement	62.3	859 821	911 238
▪ Subvention dép. fonctionnement	62.4	44 950	337 125
	63	7 225 543	7 168 849

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2025	2024
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	4,75	2026	2035	64	290 918 000	258 961 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		9 488
Autres					69		
					70	290 918 000	258 970 488
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(2 495 818)	(2 118 894)
					72	288 422 182	256 851 594

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2025
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2026	73		19 067 000			19 067 000
2027	74		19 252 000			19 252 000
2028	75		19 257 000			19 257 000
2029	76		18 819 000			18 819 000
2030	77		17 915 000			17 915 000
2031 et plus	78		196 608 000			196 608 000
	79		290 918 000			290 918 000
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		290 918 000			290 918 000

Note

Les versements estimatifs n'incluent pas les refinancements.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

13. Avantages sociaux futurs

	2025	2024
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82 (10 675 300)	(10 672 500)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83 (7 998 500)	(8 144 800)
	84 (18 673 800)	(18 817 300)
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85 8 113 700	8 562 700
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86 38 000	(9 800)
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	
Régimes de retraite des élus municipaux	89 148 823	147 561
	90 8 300 523	8 700 461

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2025	2024
Assainissement des sites contaminés	91 4 202 200	4 340 000
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92 3 236 725	3 252 685
Autres		
▪ Autres	93.1 5 913 684	5 913 684
	94 13 352 609	13 506 369
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95 3 252 685	3 164 640
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 (106 517)()	
Charge de désactualisation ¹	98 90 557	88 045
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100 3 236 725	3 252 685

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note**Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations**

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Ville concernent principalement les activités de désamiantage de ses bâtiments.

Les principales hypothèses utilisées pour ces obligations sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

- Taux d'actualisation, incluant l'inflation : de 2,28 % à 3,19 % (2,28% à 3,19% en 2024)
- Période d'actualisation* : de 1 à 22 ans (1 à 23 ans en 2024)
- Taux d'inflation : 2,00 % (2% en 2024)

*La période d'actualisation présentée tient compte de la durée estimative des travaux de mise hors service qui s'échelonne en général sur une période d'un an.

Les charges totales estimatives non actualisées rattachées aux activités de mise hors service sont de 3 771 752 \$.
(3 876 211\$ au 31 décembre 2024)

Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent les coûts estimés de mise hors service, le taux d'inflation de ces coûts, le taux d'actualisation ainsi que la période d'actualisation. Par ailleurs, l'obligation de disposer de manière sécuritaire de l'amiante dans les bâtiments est sujette à une incertitude relative à la mesure en raison des limites inhérentes à l'évaluation des quantités d'amiante qui s'y trouvent ainsi que de l'échéancier estimé des flux de trésorerie pour effectuer les travaux.

Des modifications apportées aux principales hypothèses, à la technologie utilisée ou à la réglementation pourraient entraîner des changements importants à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	134 605 026	2 241 252		136 846 278
Eaux usées	102	305 741 048	3 765 879		309 506 927
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	341 415 439	14 795 773		356 211 212
Autres					
▪ Autres infrastructures	104.1	73 113 642	4 455 612		77 569 254
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	71 156 311	20 876 995	312 252	91 721 054
Améliorations locatives	107	1 435 343	52 721		1 488 064
Véhicules	108	21 822 901	1 605 459	151 006	23 277 354
Ameublement et équipement de bureau	109	3 864 907	2 883 834		6 748 741
Machinerie, outillage et équipement divers	110	26 835 671	2 137 128	317 350	28 655 449
Terrains	111	107 163 668	126 737		107 290 405
Autres	112	3 843 025	577 544		4 420 569
	113	1 090 996 981	53 518 934	780 608	1 143 735 307
Immobilisations en cours	114	18 340 701	4 532 584		22 873 285
	115	1 109 337 682	58 051 518	780 608	1 166 608 592
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	59 425 469	4 288 298		63 713 767
Eaux usées	117	145 050 163	7 953 421		153 003 584
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	138 441 509	13 210 911		151 652 420
Autres					
▪ Autres infrastructures	119.1	31 516 978	3 523 551		35 040 529
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	30 538 100	2 367 839	188 698	32 717 241
Améliorations locatives	122	700 885	98 537		799 422
Véhicules	123	9 783 572	1 892 772	139 681	11 536 663
Ameublement et équipement de bureau	124	2 950 943	693 329		3 644 272
Machinerie, outillage et équipement divers	125	14 467 419	2 006 294	189 087	16 284 626
Autres	126	442 917	124 519		567 436
	127	433 317 955	36 159 471	517 466	468 959 960
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	676 019 727			697 648 632
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

16. Propriétés destinées à la revente

		2025	2024
Immeubles de la réserve foncière	132	11 573 139	13 503 218
Immeubles industriels municipaux	133	266 482	317 750
Autres	134	22 689	22 689
	135	11 862 310	13 843 657
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	11 862 310	13 843 657

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2025	2024
Frais payés d'avance			
▪ Assurance et contrats informatiques	143.1	2 223 627	1 157 008
Autres			
▪	144.1		
	145	2 223 627	1 157 008

Note**19. Obligations contractuelles**

A) La Ville a des engagements relatifs aux charges de fonctionnement, d'après divers types de contrats d'entretien, de déneigement, contrats d'exploitation et autres obligations échéant à diverses dates jusqu'en 2040 à verser pour une somme totale de 249 936 710\$. Pour les 5 prochaines années, les versements sont exigibles comme suit:

2026: 39 996 248\$
2027: 29 730 897\$
2028: 24 663 715\$
2029: 19 978 606\$
2030: 13 813 830\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) La Ville a des engagements en vertu de contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2045, à verser des loyers totalisant 6 840 516\$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les 5 prochains exercices s'élèvent à 1 280 199\$ en 2026, à 1 278 371\$ en 2027, à 1 278 371\$ en 2028, à 803 691 en 2029 et à 627 669\$ en 2030.

C) La Ville a des engagements pour des projets d'investissement qui seront réalisés au cours des prochaines années pour une somme totale de 65 736 032\$.

D) Office municipal d'habitation de la Ville

L'office municipal d'habitation du Haut-Richelieu, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La société d'habitation du Québec contribue à 90% du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La Ville recevra divers droits contractuels jusqu'en 2030 pour une somme totale minimum de 5 377 458\$. Ces droits contractuels concernent différents baux intervenus entre la Ville et des locataires en lien avec des espaces locatifs commerciaux, partie de terrain résidentiel, des tours de téléphonie, des stationnements à l'aéroport ainsi que diverses ententes.

Les droits contractuels minimums à recevoir au cours des prochains exercices sont les suivants :

- 2026 : 1 608 096\$
- 2027 : 1 024 296\$
- 2028 : 921 929\$
- 2029 : 931 391\$
- 2030 : 891 746\$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

21. Passifs éventuels

Il y a des passifs éventuels présentés ci-dessous.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements		
		2025	2024	
Emprunts temporaires				
▪	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
▪ École de gymnastique du Haut-Richelieu	148.1	7 000 000	2 753 637	2 895 367
▪ Famille à coeur	148.2	90 000	37 966	44 987
▪ Famille à coeur	148.3	509 138	192 836	229 441
▪ Aréna Marcel-Laroque	148.4	6 175 000	5 078 576	5 346 404
▪ Proanima	148.5	1 700 000	1 211 401	1 315 716
	149	15 474 138	9 274 416	9 831 915
	150	15 474 138	9 274 416	9 831 915

i) La Ville est solidaire des obligations de l'École de gymnastique artistique du Haut-Richelieu inc. et du Club de judo du Haut-Richelieu inc. envers la Banque Nationale sur l'immeuble sis au 275, avenue du Parc pour un gymnase et dojo relativement à un prêt venant échéance le 26 décembre 2026.

ii) La Ville est solidaire des obligations de Famille à Coeur inc. envers la Banque Nationale de Saint-Jean-sur-Richelieu relativement à deux prêts à terme venant respectivement à échéance le 1er mai 2026 et le 26 janvier 2027.

iii) La Ville cautionne l'emprunt hypothécaire contracté par l'Aréna Marcel-Larocque inc. auprès de la Banque Nationale qui vient à échéance en octobre 2026.

iii) La Ville est conjointement responsable avec d'autres organismes municipaux de la quote-part de la dette à long terme d'autres organismes municipaux présentée aux lignes 14 à 17 de la page S25 du présent rapport

iiii) La Ville a une entente avec l'organisme Proanima et elle s'est engagée à pourvoir au remboursement de la dette à long terme pour une durée de 15 ans. La Ville a aussi une option d'achat prioritaire de l'immeuble en cas de défaut de l'organisme. Le prix d'achat correspondra au solde de l'hypothèque additionné des frais encourus par le créancier pour l'exercice de ses droits hypothécaires.

B) Auto-assurance

Au 31 décembre 2025, la Ville possède un fonds d'assurances de 1 million de \$ dans l'éventualité où la Ville aurait à assumer certains litiges ou dommages.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) Poursuites

Au 31 décembre 2025, les réclamations en instance contre la Ville s'élèvent à 13,6 million de \$ (10,7 million de \$ en 2024). Il est pour le moment impossible de déterminer le dénouement de ces réclamations. Une provision jugée raisonnable a été comptabilisée aux livres.

Dans l'éventualité où il y aurait obligation d'acquitter ces réclamations, la Ville pourrait utiliser les ressources financières prévues à cette fin, soit le montant porté dans son budget annuel de fonctionnement, la réserve d'auto-assurance, un règlement d'emprunt, une provision prise à cet effet ou une combinaison de ces diverses sources de financement.

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

Se référer à la note 10.

24. Redressement aux exercices antérieurs

Par le passé, des promoteurs ont cédé à la Ville des terrains identifiés au plan de conservation. La Ville a alors créé une banque virtuelle par promoteur, quantifiée en m² cédés pour prendre en considération ce passif. En contrepartie, le promoteur peut utiliser cette banque virtuelle pour payer son obligation de cession de terrains aux fins de conservation lors de ses futurs développements. Les terrains acquis en lien avec les banques virtuelles auraient dû être comptabilisés à la juste valeur marchande lors du transfert de propriété. Un passif aurait également dû être comptabilisé. Le revenu de contribution promoteur aurait dû être reconnu au fur et à mesure de la consommation de la banque virtuelle.

Les informations comparatives pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 ont été redressées afin de corriger cette erreur.

Les incidences au 1^{er} janvier 2024 sont les suivantes :

- Augmentation de l'excédent accumulé - Financement des investissements en cours : 3 387 000 \$
- Augmentation des immobilisations corporelles : 9 354 421 \$
- Augmentation des autres passifs : 5 967 421 \$

Les incidences pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 sont les suivantes :

- Diminution des autres passifs : 53 737 \$
- Augmentation des revenus d'investissement : 53 737 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

25. Données budgétaires

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est présentée dans les informations sectorielles consolidées.

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Le risque de crédit relatif aux taxes municipales à recevoir est réduit du fait que la municipalité a le pouvoir, en vertu des lois municipales, de procéder à la vente des immeubles pour non-paiement de taxes. Les taxes municipales sont évaluées à leur valeur de recouvrement nette, soit à la somme que la Ville s'attend à percevoir. La variation annuelle est imputée aux charges de l'exercice.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit:

	2025 (\$)	2024 (\$)
Débiteurs en souffrance		
Moins de un an	17 887 164	15 108 418
Entre un et deux ans	2 732 425	2 225 808
Entre deux et trois ans	739 305	651 510
Plus de trois ans	1 917 988	2 236 794
Sous-total	23 276 882	20 222 530
Moins : provision pour créances douteuses	(2 323 218)	(2 192 339)
Total	20 953 664	18 030 191

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit:

	2025 (\$)	2024 (\$)
Solde au début	2 192 339	2 178 995
Perte de valeur comptabilisée aux résultats consolidés		
Montants provisionnés	130 879	13 344
Montants recouverts		
Solde à la fin	2 323 218	2 192 339

La Ville est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Ville éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Ville gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Ville établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Au 31 décembre 2025, les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	43 926 019				43 926 019
Emprunts temporaires					
Dette à long terme	19 067 000	38 509 000	36 734 000	196 608 000	290 918 000
Autres passifs financiers	5 913 684				5 913 684
Total	68 906 703	38 509 000	36 734 000	196 608 000	340 757 703

Au 31 décembre 2024, les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer	48 474 433				48 474 433
Emprunts temporaires					
Dette à long terme	17 020 488	34 222 000	33 509 000	174 219 000	258 970 488
Autres passifs financiers	5 913 684				5 913 684
Total	71 408 605	34 222 000	33 509 000	174 219 000	313 358 605

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. La Ville est exposée à ces risques.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Ville est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Ville a l'intention de rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

Au 31 décembre 2025, la valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit:

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers:			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		96 306 342 \$	96 306 342 \$
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	24 238 769		24 238 769
Placements de portefeuille			
Passifs financiers:			
Dette long terme	290 918 000 \$		290 918 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Au 31 décembre 2024, la valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit:

	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers:			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		61 050 175 \$	61 050 175 \$
Débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme	26 017 120		26 017 120
Placements de portefeuille	15 000 000 \$		15 000 000 \$
Passifs financiers:			
Emprunts temporaires			
Dette long terme	258 970 488 \$		258 970 488 \$

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	167 662 918	174 332 000	173 817 514			173 793 153
Compensations tenant lieu de taxes	2	11 960 185	11 699 700	12 050 769			12 050 769
Quotes-parts	3						
Transferts	4	22 119 652	16 929 240	12 253 364		1 627 897	13 038 230
Services rendus	5	11 104 280	9 874 736	11 691 583		5 010 558	16 533 514
Imposition de droits	6	15 403 321	10 623 000	19 633 116			19 633 116
Amendes et pénalités	7	4 529 960	4 791 000	4 702 704			4 702 704
Revenus de placements de portefeuille	8	4 788 678	2 869 000	3 908 154			3 908 154
Autres revenus d'intérêts	9	1 961 380	1 281 600	2 085 338			2 055 437
Autres revenus							
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	10						
Autres	11	146 419	410 013	8 726 759		85 834	8 787 337
Effet net des opérations de restructuration	12						
	13	239 676 793	232 810 289	248 869 301		6 724 289	254 502 414
Investissement							
Taxes	14	349 379		221 953			221 953
Quotes-parts	15						
Transferts	16	5 305 687		3 390 771			3 390 771
Imposition de droits	17			1 974 831			1 974 831
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	18	3 141 848					
Autres	19	802 783		471 084			471 084
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	20						
Effet net des opérations de restructuration	21						
	22	9 599 697		6 058 639			6 058 639
	23	249 276 490	232 810 289	254 927 940		6 724 289	260 561 053

Les résultats détaillés se poursuivent à la page suivante.

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025			Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus	24	249 276 490	232 810 289	254 927 940		6 724 289	260 561 053
Charges							
Administration générale	25	28 098 660	30 709 586	28 885 276	950 821		29 836 097
Sécurité publique	26	46 966 276	49 740 558	49 353 526	2 059 410		51 412 936
Transport	27	37 066 916	44 235 258	42 880 299	16 237 730		59 118 029
Hygiène du milieu	28	36 521 032	38 183 441	36 533 336	12 742 034		49 275 370
Santé et bien-être	29	3 772 935	758 637	1 798 470			1 798 470
Aménagement, urbanisme et développement	30	8 180 333	10 195 232	10 938 014	186 042		11 122 947
Loisirs et culture	31	32 529 347	33 285 901	31 379 930	3 812 846	7 859 937	41 987 386
Réseau d'électricité	32						
Frais de financement	33	9 147 940	10 981 740	10 980 241		130 557	11 080 898
Effet net des opérations de restructuration	34						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	35	34 248 919	34 248 919	35 988 883 (	35 988 883)		
	36	236 532 358	252 339 272	248 737 975		7 990 494	255 632 133
Excédent (déficit) lié aux activités	37	12 744 132	(19 528 983)	6 189 965		(1 266 205)	4 928 920

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalisations 2024	Budget 2025	Réalisations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	12 744 132	(19 528 983)	6 189 965	(1 266 205)	4 928 920
Moins : revenus d'investissement	2	(9 599 697)		(6 058 639)		(6 058 639)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 144 435	(19 528 983)	131 326	(1 266 205)	(1 129 719)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	34 248 919	34 248 919	35 988 883	170 588	36 159 471
Produit de cession	5	773 496		1 002 396		1 002 396
(Gain) perte sur cession	6	204 946		(739 254)		(739 254)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	35 227 361	34 248 919	36 252 025	170 588	36 422 613
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	10 655		1 981 347		1 981 347
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	10 655		1 981 347		1 981 347
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 786 745		1 882 604		1 882 604
Remboursement de la dette à long terme	17	(16 708 786)	(15 545 000)	(15 680 513)		(15 680 513)
	18	(14 922 041)	(15 545 000)	(13 797 909)		(13 797 909)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(4 484 528)	(500 000)	(3 198 954)		(3 198 954)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	683 825	6 062 249	1 416 504		1 416 504
Réserves financières et fonds réservés	22	(12 069 256)	(4 798 885)	(7 078 070)		(7 078 070)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(2 040 319)	61 700	(4 207 642)		(4 207 642)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(17 910 278)	825 064	(13 068 162)		(13 068 162)
	26	2 405 697	19 528 983	11 367 301	170 588	11 537 889
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	5 550 132		11 498 627	(1 095 617)	10 408 170

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	Réalizations 2024		Réalizations 2025	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	9 599 697	6 058 639	6 058 639
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	1 468 211)(	2 126 383)(	2 126 383)
Sécurité publique	3 (	12 549 839)(	10 530 710)(	10 530 710)
Transport	4 (	18 910 606)(	21 064 316)(	21 064 316)
Hygiène du milieu	5 (	16 831 835)(	17 091 603)(	17 091 603)
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 544 340)(	126 621)(	126 621)
Loisirs et culture	8 (	12 738 436)(	6 865 713)(	246 172)(
Réseau d'électricité	9 ()))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()))
	11 (	67 043 267)(	57 805 346)(	246 172)(
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	3 946 995)())
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	42 737 818	43 059 659	43 059 659
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	4 484 528	3 198 954	3 198 954
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16			
Excédent de fonctionnement affecté	17			
Réserves financières et fonds réservés	18	3 103 622	3 661 800	3 661 800
	19	7 588 150	6 860 754	6 860 754
	20	(20 664 294)	(7 884 933)	(246 172)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(11 064 597)	(1 826 294)	(246 172)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale Redressé note 24	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	60 186 434	96 143 176	163 166	96 306 342
Débiteurs (note 5)	2	64 778 397	55 389 046	56 688	55 428 482
Prêts (note 6)	3	254 917	195 629		
Placements de portefeuille (note 7)	4	15 000 000			
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	140 219 748	151 727 851	219 854	151 734 824
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	48 233 769	43 721 704	1 578 056	43 926 019
Revenus reportés (note 11)	12	7 168 849	6 450 479	775 064	7 225 543
Dettes à long terme (note 12)	13	256 842 106	288 422 182	195 629	288 422 182
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	18 817 300	18 673 800		18 673 800
Autres passifs (note 14)	15	13 506 369	13 352 609		13 352 609
	16	344 568 393	370 620 774	2 548 749	371 600 153
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(204 348 645)	(218 892 923)	(2 328 895)	(219 865 329)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	675 344 411	696 897 732	750 900	697 648 632
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	13 843 657	11 862 310		11 862 310
Stocks de fournitures	20	2 171 476	2 321 983	24 166	2 346 149
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	1 152 608	2 164 369	59 258	2 223 627
	23	692 512 152	713 246 394	834 324	714 080 718
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 709 952	13 849 656	(2 049 843)	12 960 673
Excédent de fonctionnement affecté	25	49 638 331	52 603 677		52 603 677
Réserves financières et fonds réservés	26	26 461 012	29 775 233		29 775 233
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(14 588 222)	(10 920 415)	()	(10 920 415)
Financement des investissements en cours	28	(38 620 089)	(40 622 862)		(40 622 862)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	458 562 523	449 668 182	555 272	450 419 083
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	488 163 507	494 353 471	(1 494 571)	494 215 389
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	84 962 256	83 555 281	84 807 113	79 310 065
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	24 533 577	22 485 002	22 621 803	21 279 720
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	1 736 750	631 661	631 661	(91 225)
Autres services	7	48 200	81 056	81 056	82 854
Autres biens et services	8	73 057 037	68 968 912	75 046 223	68 805 873
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	9 666 760	9 488 821	9 488 821	7 748 101
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	1 314 980	1 491 420	1 592 077	1 559 634
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	16 034 108	16 381 631	16 381 631	16 389 909
Transferts	15				
Autres	16	38 998	44 235	44 235	4 358
Autres					
Transferts	17	4 109 230	5 836 516	4 993 485	7 252 170
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	34 248 919	35 988 883	36 159 471	34 460 718
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Réclamation/PMC/Refact./Programmes	21.1	2 588 457	3 784 557	3 784 557	5 623 915
	22	252 339 272	248 737 975	255 632 133	242 426 092

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	12 960 673	7 167 087
Excédent de fonctionnement affecté	2	52 603 677	49 638 331
Réserves financières et fonds réservés	3	29 775 233	26 461 012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	10 920 415)(	14 588 222)
Financement des investissements en cours	5	(40 622 862)	(38 620 089)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	450 419 083	459 228 350
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	494 215 389	489 286 469
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	13 849 656	6 709 952
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	(888 983)	457 135
	11	12 960 673	7 167 087
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Secteurs St-Jean & Iberville	12.1	58 342	59 854
▪ Surplus administratifs	12.2	11 496 372	8 924 401
▪ Surplus infras & transport	12.3	32 610 451	32 744 191
▪ Surplus hygiène du milieu	12.4	159 206	101 309
▪ Surplus aménagement, urbanisme & développement	12.5	5 933 705	6 303 890
▪ Surplus loisirs & culture	12.6		4 686
▪ Surplus santé et bien-être	12.7	2 345 601	1 500 000
	13	52 603 677	49 638 331
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	52 603 677	49 638 331

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
Service de l'eau	17	
Autres		
▪ Chantier des écosystèmes naturels	18.1	14 177 440
	19	14 177 440
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
Service de l'eau	20	
Autres		
▪	21.1	
	22	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	23	8 288 139
Organismes contrôlés et partenariats	24	7 708 826
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	25	391 922
Organismes contrôlés et partenariats	26	274 649
Montant non réservé		
Administration municipale	27	
Organismes contrôlés et partenariats	28	
Fonds local d'investissement	29	
Fonds local de solidarité	30	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	31	
Autres		
▪ Assurance, Fonds de parcs & terrains de jeux	32.1	6 917 732
	33	15 597 793
	34	29 775 233
		14 901 207
		26 461 012

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	35 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	36 ()	(2 484 800)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	37 ()	()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	38 ()	()
Autres	39 ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	40 (3 028 900)	(3 175 200)
	41 (3 028 900)	(5 660 000)
Assainissement des sites contaminés	42 (1 346 667)	(2 843 333)
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	43 (1 051 567)	(1 131 443)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	44 ()	()
Autres	45.1 ()	()
▪	46 (5 427 134)	(9 634 776)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	47 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()	()
Autres	49.1 ()	()
▪	50 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ		
Frais d'émission de la dette à long terme	51 (1 787 478)	(1 496 504)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	52 ()	()
Autres	53 ()	()
▪ Fin. fonctionnement	54.1 (5 324 303)	(4 819 839)
	55 (7 111 781)	(6 316 343)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	56 1 618 500	1 362 897
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	57	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	58	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	59	
Autres	60.1	
▪	61 1 618 500	1 362 897
	62 (10 920 415)	(14 588 222)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	63 2 074 167	624 038
Investissements à financer	64 (42 697 029)(	39 244 127)
	65 (40 622 862)	(38 620 089)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	66 697 648 632	676 019 727
Propriétés destinées à la revente	67 11 862 310	13 843 657
Prêts	68	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	69	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	70	
	71 709 510 942	689 863 384
Ajustements aux éléments d'actif	72	
	73 709 510 942	689 863 384
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 (288 422 182)(	256 851 594)
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 (2 495 818)(	2 118 894)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 24 791 207	22 834 515
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 7 111 781	6 316 343
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78	
	79 (259 015 012)(	229 819 630)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	80 (76 847)(	815 404)
	81 (259 091 859)(	230 635 034)
	82 450 419 083	459 228 350

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	2

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régime de retraite pour les employés de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Régime de retraite pour les policiers de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Régime supplémentaire de retraite pour les cadres policiers de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Régime de retraite supplémentaire du personnel-cadre de direction de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu

Les évaluations actuarielles les plus récentes des régimes aux fins de la capitalisation ont été effectuées au 31 décembre 2022.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (10 672 500)	(9 941 700)
Charge de l'exercice	4 (8 113 700)(	8 562 700)
Cotisations versées par l'employeur	5 8 110 900	7 831 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (10 675 300)	(10 672 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 308 277 600	289 211 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (308 952 000)(	290 889 800)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (674 400)	(1 678 400)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (10 000 900)	(8 994 100)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (10 675 300)	(10 672 500)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (10 675 300)	(10 672 500)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 37 756 300	37 378 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (38 430 700)(	39 056 800)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (674 400)(	1 678 400)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	15 292 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	15 172 900
	20	15 292 400
Cotisations salariales des employés	21 (	7 268 600)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()(
	23	8 023 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(462 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(322 900)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres		
▪	29.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	7 561 800
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	17 920 300
Rendement espéré des actifs	32 (	17 368 400)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	551 900
Charge de l'exercice	34	8 113 700
		8 562 700
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	18 538 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (	17 368 400)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	1 170 300
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	298 500
Prestations versées au cours de l'exercice	39	14 852 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	308 831 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	290 103 400
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	290 000
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		286 100
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	34 971 900
DMERCA du nouveau volet (en années)	45	17
DMERCA de l'ancien volet (en années)	46	9
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet (en années)	47	29
		29
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régime d'avantages sociaux complémentaires de retraite.

Tous les employés de la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu bénéficient d'une gamme d'avantages sociaux complémentaires de retraite postérieurs à la retraite qui comprennent notamment un régime d'assurance vie à la retraite ainsi qu'une assurance maladie à la retraite.

L'évaluation actuarielle la plus récente de ce régime a été effectuée au 31 décembre 2025.

	2025	2024
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (8 144 800)	(8 331 200)
Charge de l'exercice	56 (38 000)	(9 800)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 184 300	176 600
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (7 998 500)	(8 144 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (5 769 900)	(5 475 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (5 769 900)	(5 475 500)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (2 228 600)	(2 669 300)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (7 998 500)	(8 144 800)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (7 998 500)	(8 144 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (5 769 900)	(5 475 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (5 769 900)	(5 475 500)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

	2025	2024
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	263 400
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	229 500
	72	263 400
Cotisations salariales des employés	73 ()(
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 ()(
	75	263 400
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(465 400)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	(475 600)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	(202 000)
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	240 000
Rendement espéré des actifs	84 ()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	240 000
Charge de l'exercice	86	38 000
		(9 800)
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	24 700
Prestations versées au cours de l'exercice	91	184 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		(352 900)
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (en années, moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	16
		14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	4,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	4,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	3,50 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2047
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	2045
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		
Description des régimes et autres renseignements			
		2025	2024
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2025	2024
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les organismes municipaux se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des organismes municipaux. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Ces deux régimes sont des régimes à prestations déterminées pour lesquels il n'est pas possible d'établir des comptes de participation distincts pour chaque employeur. Ils constituent donc des régimes interemployeurs en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public. Par conséquent, les organismes municipaux participants comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par un organisme municipal participant relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2025</u>	<u>2024</u>
Cotisations des élus au RREM	118	28 228	27 634
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	95 129	93 126
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	53 694	54 435
	121	148 823	147 561

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	134 077 000	133 432 845	133 408 484
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3	4 245 000	4 235 787	4 235 787
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7	1 019 900	1 025 978	1 025 978
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	139 341 900	138 694 610	138 670 249
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	9 410 100	9 323 114	9 323 114
Égout	13	6 420 300	6 410 973	6 410 973
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	12 049 200	12 062 898	12 062 898
Transport collectif - Taxe sur l'immatriculation	16			
Autres				
▪ Fosses septiques	17.1	238 000	240 263	240 263
Centres d'urgence 9-1-1	18	600 000	661 426	661 426
Service de la dette	19	6 272 500	6 424 230	6 424 230
Pouvoir général de taxation	20			
Activités de fonctionnement	21			
Activités d'investissement	22		221 953	221 953
	23	34 990 100	35 344 857	35 344 857
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	24			
Autres	25			
	26			
	27	34 990 100	35 344 857	35 344 857
	28	174 332 000	174 039 467	174 015 106
				167 989 414

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement 29	557 500	478 017	478 017	551 091
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures 30				
Compensations pour les terres publiques 31		382	382	154
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux 32	2 162 000	2 179 053	2 179 053	1 375 595
Cégeps et universités 33	512 000	516 003	516 003	479 136
Écoles primaires et secondaires 34	2 240 100	2 256 938	2 256 938	2 061 372
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux 35				
	5 471 600	5 430 393	5 430 393	4 467 348
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière 37	5 936 700	6 356 559	6 356 559	7 218 974
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 38	257 400	227 564	227 564	246 209
Taxes d'affaires 39				
	6 194 100	6 584 123	6 584 123	7 465 183
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière 41	34 000	36 253	36 253	27 654
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification 42				
	34 000	36 253	36 253	27 654
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité 44				
Autres 45				
	11 699 700	12 050 769	12 050 769	11 960 185

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	48			
Sécurité publique				
Police	49	855 626	870 044	1 042 604
Sécurité incendie				
Premiers répondants	50			
Autres	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	184 173	220 257	191 946
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	30 000		
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57	2 500 000	215 983	5 208 047
Transport adapté	58	929 749	7 626	973 210
Transport scolaire	59			
Autres	60			5 917 732
Transport aérien	61		140 852	31 468
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64	185 770	304 731	541 919
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66	236 001	299 338	250 852
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	1 150 000		
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73	19 970	19 970	28 066
Protection de l'environnement	74	361 449	187 938	14 556
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	76			
Autres	77			
Sécurité du revenu	78			
Autres	79	286 095	285 000	108 000
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	80			6 210
Rénovation urbaine	81	675 400	217 756	356 182
Promotion et développement économique	82	352 500	280 482	208 312
Autres	83	10 000	4 005	8 796
Loisirs et culture				
Activités récréatives	84	32 362	94 634	837 845
Activités culturelles				
Bibliothèques	85	363 652	353 843	369 093
Autres	86	93 938	80 128	47 045
Réseau d'électricité	87			
	88	8 266 685	3 582 587	4 367 453
				16 141 883

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	89			
Sécurité publique				
Police	90	401 683	401 683	319 044
Sécurité incendie				
Premiers répondants	91			
Autres	92	681 323	681 323	3 285 556
Sécurité civile	93			
Autres	94			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	95	1 043 081	1 043 081	566 225
Enlèvement de la neige	96			
Autres	97			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	98			
Transport adapté	99			
Transport scolaire	100			
Autres	101			
Transport aérien	102			
Transport par eau	103			
Autres	104			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	105			21 381
Réseau de distribution de l'eau potable	106	300 591	300 591	61 538
Traitement des eaux usées	107	49 138	49 138	1 204 758
Réseaux d'égout	108	400 788	400 788	(413 844)
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	109			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	110			
Tri et conditionnement	111			
Autres	112			
Autres	113			
Cours d'eau	114			
Protection de l'environnement	115	290 347	290 347	249 190
Autres	116			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	117			
Autres	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	97 081	97 081	11 839
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127	126 739	126 739	
Réseau d'électricité	128			
	129	3 390 771	3 390 771	5 305 687

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134	1 600 000	1 608 222	1 600 000
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	136			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	137	7 062 555	7 062 555	5 120 312
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	138			
Autres	139			
	140	8 662 555	8 670 777	6 720 312
TOTAL DES TRANSFERTS	141	16 929 240	16 429 001	28 167 882

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	142			
Évaluation	143			
Autres	144			
	145			
Sécurité publique				
Police	146			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	147			
Autres	148	300 000	400 795	400 795
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	300 000	400 795	400 795
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153	5 766	5 808	5 808
Autres	154			
Transport collectif	155	1 714 941	1 714 942	1 714 942
Autres	156			
	157	1 720 707	1 720 750	1 720 750
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158	58 879	74 747	74 747
Réseau de distribution de l'eau potable	159			
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161	40 000	72 132	72 132
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	98 879	146 879	146 879
				87 883

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	171			
Autres	172			
Autres	173			
		174		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	175			
Rénovation urbaine	176			
Promotion et développement économique	177			
Autres	178			
		179		
Loisirs et culture				
Activités récréatives	180			
Activités culturelles				
Bibliothèques	181			
Autres	182			
		183		
Réseau d'électricité	184			
	185	2 119 586	2 268 424	2 268 424
				1 851 227

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	186	40 000	70 924	81 200
Évaluation	187	20 000	48 670	89
Autres	188	260 400	312 541	288 091
	189	320 400	432 135	369 380
Sécurité publique				
Police	190	87 000	107 328	346 005
Sécurité incendie				
Premiers répondants	191			
Autres	192	156 035	470 160	220 001
Sécurité civile	193			
Autres	194			
	195	243 035	577 488	566 006
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	196	105 000	208 023	170 619
Enlèvement de la neige	197	30 000	49 835	12 665
Autres	198	267 000	378 564	355 465
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	199	3 045 162	3 597 357	3 553 114
Transport adapté	200	433 749	428 018	390 192
Transport scolaire	201			
Autres	202		7 502	(13 565)
Autres	203	194 027	261 801	207 888
	204	4 074 938	4 931 100	4 676 378
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	205			
Réseau de distribution de l'eau potable	206			
Traitement des eaux usées	207			
Réseaux d'égout	208	574 000	552 886	798 793
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	209	8 190	12 016	19 845
Matières recyclables	210	12 930	18 316	27 060
Autres	211			
Cours d'eau	212			
Protection de l'environnement	213	6 500		5 060
Autres	214		324	37 765
	215	601 620	583 542	888 523

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	216			
Autres	217			
Sécurité du revenu	218			
Autres	219			
	220			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	221	157 750	186 707	186 707
Rénovation urbaine	222			
Promotion et développement économique	223	20 700	20 801	20 801
Autres	224	723 200	759 076	759 076
	225	901 650	966 584	966 584
Loisirs et culture				
Activités récréatives	226	1 566 790	1 841 138	6 683 069
Activités culturelles				
Bibliothèques	227	16 000	33 118	33 118
Autres	228	30 717	58 054	58 054
	229	1 613 507	1 932 310	6 774 241
Réseau d'électricité	230			
	231	7 755 150	9 423 159	14 265 090
TOTAL DES SERVICES RENDUS	232	9 874 736	11 691 583	16 533 514
				17 282 943

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	233	623 000	1 071 839	695 020
Droits de mutation immobilière	234	10 000 000	18 561 277	14 708 301
Droits sur les carrières et sablières	235		1 974 831	1 974 831
Autres	236			
	237	10 623 000	21 607 947	15 403 321
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	238	4 791 000	4 702 704	4 529 960
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	239	2 869 000	3 908 154	4 788 678
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	240	1 281 600	2 085 338	1 919 308
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	241	35 000	739 254	(204 946)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	242			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	243	130 000	7 607 861	10 726
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	244			
Contributions des promoteurs	245		82 599	3 150 682
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	246			
Contributions des organismes municipaux	247			
Autres contributions				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	248			
Autres	249			
Redevances réglementaires	250			
Autres	251	245 013	768 129	1 216 523
	252	410 013	9 197 843	4 172 985
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	253			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 791 492	2 595 127		2 595 127	2 595 127	2 424 142
Greffe et application de la loi	2	5 774 591	5 573 401		5 573 401	5 573 401	4 364 638
Gestion financière et administrative	3	15 657 539	15 202 109		15 202 109	15 202 109	12 830 697
Évaluation	4	914 754	826 477		826 477	826 477	925 033
Gestion du personnel	5	4 061 137	2 835 410		2 835 410	2 835 410	2 815 567
Autres							
▪ QP admin, récl. dommages	6.1	1 510 073	1 852 752	950 821	2 803 573	2 803 573	5 552 519
	7	30 709 586	28 885 276	950 821	29 836 097	29 836 097	28 912 596
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	35 745 155	35 106 238	1 142 265	36 248 503	36 248 503	34 321 236
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	13 951 751	14 204 075	917 145	15 121 220	15 121 220	14 279 253
Sécurité civile	11	43 652	43 213		43 213	43 213	31 945
Autres	12						
	13	49 740 558	49 353 526	2 059 410	51 412 936	51 412 936	48 632 434
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	12 769 926	13 306 789	14 051 560	27 358 349	27 358 349	22 855 118
Enlèvement de la neige	15	9 840 538	9 559 642	504 569	10 064 211	10 064 211	9 542 964
Éclairage des rues	16	770 719	762 757	364 411	1 127 168	1 127 168	1 098 022
Circulation et stationnement	17	1 904 583	1 626 496	324 705	1 951 201	1 951 201	2 895 393
Transport collectif							
Transport en commun	18	17 855 167	16 439 820	672 104	17 111 924	17 111 924	15 035 502
Transport aérien	19	1 034 064	1 184 795	15 154	1 199 949	1 199 949	1 020 031
Transport par eau	20						
Autres	21	60 261		305 227	305 227	305 227	305 046
	22	44 235 258	42 880 299	16 237 730	59 118 029	59 118 029	52 752 076

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 099 657	3 928 729	1 113 788	5 042 517	5 192 835
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 676 149	5 684 835	3 390 696	9 075 531	8 730 442
Traitement des eaux usées	25	6 633 549	6 141 914	3 623 392	9 765 306	9 573 290
Réseaux d'égout	26	4 245 592	4 370 167	4 544 356	8 914 523	8 248 042
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	3 430 244	3 449 027		3 449 027	3 488 430
Élimination	28	2 613 037	2 627 346		2 627 346	2 525 071
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29					2 567 774
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31	2 376 224	2 389 236		2 389 236	2 445 257
Traitement	32	1 721 953	1 731 382		1 731 382	1 109 770
Matériaux secs	33	3 111 301	2 563 115		2 563 115	2 509 072
Autres	34	1 334 855	1 342 165		1 342 165	159 120
Plan de gestion						
Autres	36	206 626	179 263		179 263	47 022
Cours d'eau	37	223 871	59 356	19 204	78 560	329 669
Protection de l'environnement	38	2 252 883	1 623 931	50 598	1 674 529	1 182 707
Autres	39	257 500	442 870		442 870	823 863
	40	38 183 441	36 533 336	12 742 034	49 275 370	48 932 364
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	406 648	1 098 481		1 098 481	3 638 000
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44	351 989	699 989		699 989	134 935
	45	758 637	1 798 470		1 798 470	3 772 935

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	5 886 270	5 339 661	53 190	5 392 851	5 392 410	4 697 942
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48	1 523 285	488 877	8 333	497 210	497 210	790 307
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	2 249 750	2 617 228	79 007	2 696 235	2 695 567	2 306 393
Tourisme	50	293 541	292 098		292 098	292 098	286 382
Autres	51	210 166	2 197 877	45 512	2 243 389	2 243 389	245 109
Autres	52	32 220	2 273		2 273	2 273	31 276
	53	10 195 232	10 938 014	186 042	11 124 056	11 122 947	8 357 409
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	3 614 819	3 318 125	197 757	3 515 882	3 515 882	3 428 871
Patinoires intérieures et extérieures	55	3 514 969	3 317 357	140 017	3 457 374	3 457 374	3 342 547
Piscines, plages et ports de plaisance	56	2 122 478	2 194 268	395 878	2 590 146	2 590 146	2 376 080
Parcs et terrains de jeux	57	12 188 619	11 646 780	2 492 116	14 138 896	14 138 896	14 526 097
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	2 047 050	1 926 724		1 926 724	8 721 334	8 376 113
Autres	60	1 207 284	1 282 988	63 815	1 346 803	1 346 803	1 300 049
	61	24 695 219	23 686 242	3 289 583	26 975 825	33 770 435	33 349 757
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	3 242 096	2 954 736	225 340	3 180 076	3 180 076	2 868 851
Bibliothèques	63	4 685 825	3 968 287	197 887	4 166 174	4 166 174	4 803 503
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	86 163	118 987	100 036	219 023	219 023	146 927
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	576 598	651 678		651 678	651 678	589 505
	67	8 590 682	7 693 688	523 263	8 216 951	8 216 951	8 408 786
	68	33 285 901	31 379 930	3 812 846	35 192 776	41 987 386	41 758 543

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	9 666 760	9 488 821		9 488 821	9 488 821	7 748 101
Autres frais	71						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	650 000	791 900		791 900	791 900	854 200
Autres	73	664 980	699 520		699 520	800 177	705 434
	74	10 981 740	10 980 241		10 980 241	11 080 898	9 307 735
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	34 248 919	35 988 883 (	35 988 883)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus ¹	12

Autres renseignements

Questionnaire	14
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2025	Réalisations 2025	Réalisations 2024
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	5 239 056	5 239 056	3 841 918
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 421 980	1 421 980	1 602 415
Usines et bassins d'épuration	3	2 098 578	2 098 578	4 544 658
Conduites d'égout	4	7 048 330	7 048 330	5 620 852
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	19 605 447	19 606 816	15 469 130
Ponts, tunnels et viaducs	7	(762 046)	(762 046)	128 511
Systèmes d'éclairage des rues	8	1 053 129	1 053 129	1 097 663
Aires de stationnement	9			41 646
Parcs et terrains de jeux	10	3 826 338	3 826 338	8 010 072
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	8 403 562	8 403 562	10 725 143
Édifices communautaires et récréatifs	14	3 008 014	3 008 014	4 733 648
Améliorations locatives	15	89 610	89 610	73 567
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 605 459	1 605 459	3 134 765
Ameublement et équipement de bureau	18	2 108 973	2 153 114	1 182 346
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 354 751	2 555 413	1 886 533
Terrains	20	126 621	126 621	4 442 408
Autres	21	577 544	577 544	525 897
	22	57 805 346	58 051 518	67 061 172

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	5 239 056	5 239 056	3 841 918
Usines de traitement de l'eau potable	2	1 421 980	1 421 980	1 602 415
Usines et bassins d'épuration	3	2 098 578	2 098 578	4 544 658
Conduites d'égout	4	7 048 330	7 048 330	5 620 852
Autres infrastructures	5	23 722 868	23 724 237	24 747 022
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	18 274 534	18 519 337	26 704 307
	12	57 805 346	58 051 518	67 061 172

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)



Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	274 649	176 479	59 206	391 922
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	58 157 060	9 632 336	5 484 968	62 304 428
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	177 694 776	35 872 006	10 136 339	203 430 443
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	236 126 485	45 680 821	15 680 513	266 126 793
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	26 017 120		1 778 351	24 238 769
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	26 017 120		1 778 351	24 238 769
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14	(3 182 605)	3 533 779	(201 264)	552 438
	15	22 834 515	3 533 779	1 577 087	24 791 207
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs					
Autres	17	9 488		9 488	
	18	22 844 003	3 533 779	1 586 575	24 791 207
	19	258 970 488	49 214 600	17 267 088	290 918 000
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	258 970 488	49 214 600	17 267 088	290 918 000

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration municipale			
Dette à long terme	1	290 918 000	258 961 000
Ajouter			
Activités d'investissement à financer	2	42 697 029	39 244 127
Activités de fonctionnement à financer	3	76 846	815 404
Dette en cours de refinancement	4		
Autres			
▪	5.1		
Déduire			
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme			
Excédent accumulé			
Fonds d'amortissement	6		
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	391 922	274 649
Débiteurs	8	24 238 769	26 017 120
Autres montants	9	552 438	(3 182 605)
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	493 889	475 382
Autres			
▪	11.1		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	308 014 857	275 435 985
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats			
Endettement net à long terme	13		
Endettement net à long terme	14	308 014 857	275 435 985
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes			
Municipalité régionale de comté	15	30 993 778	31 899 146
Communauté métropolitaine	16		
Autres organismes	17		
Endettement total net à long terme	18	339 008 635	307 335 131
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19		
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20		
	21		
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	339 008 635	307 335 131
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23		
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24		
Endettement total net à long terme lié au programme <i>ÉcoÉnergie 360</i> (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	25		

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2025	Réalizations 2024
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	528 252	645 487	645 487
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 506	4 976	4 976
Sécurité civile	6			
Autres	7			6 347
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 021 236	1 021 236	1 021 236
Autres	10			845 206
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	13 411 297	13 484 734	13 484 734
Cours d'eau	13	23 871	41 911	41 911
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			23 289
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	156 410	183 959	183 959
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	395 809	515 130	515 130
Autres	21	293 541	292 099	292 099
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	79 142	77 536	77 536
Activités culturelles	23	118 044	114 563	114 563
Réseau d'électricité	24			
	25	16 034 108	16 381 631	16 381 631
				16 389 909

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Rémunération	1	530 629	657 684
Charges sociales	2	145 844	131 021
Biens et services	3	56 940 942	66 014 938
Frais de financement	4	187 931	239 624
Autres	5		
	6	57 805 346	67 043 267

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération (dollars)	Charges sociales (dollars)	Total ¹ (dollars)
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	162,00	35,00	299 026,00	20 201 157	5 172 312	25 373 469
Professionnels	2						
Cols blancs	3	309,00	32,50	522 330,00	23 727 640	6 352 355	30 079 995
Cols bleus	4	186,00	40,00	386 292,00	15 376 022	4 134 195	19 510 217
Policiers	5	178,00	36,60	338 364,00	17 749 871	5 042 199	22 792 070
Pompiers	6	74,00	43,00	165 922,00	6 141 635	1 689 778	7 831 413
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	909,00		1 711 934,00	83 196 325	22 390 839	105 587 164
Élus	9	13,00			889 585	240 007	1 129 592
	10	922,00			84 085 910	22 630 846	106 716 756

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	223 609				223 609
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	304 731				304 731
Réseau de distribution de l'eau potable	3			300 591		300 591
Traitement des eaux usées	4	290 938		57 537		348 475
Réseaux d'égout	5			400 788		400 788
Autres	6	11 333 210	2 050 891	681 840		14 065 941
	7	12 152 488	2 050 891	1 440 756		15 644 135

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

Non audité

		2025	2024
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	119 181	116 881
	4	119 181	116 881
Sécurité publique			
Police	5	34 469	13 699
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	495 506	208 589
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	529 975	222 288
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	2 948 634	2 475 051
Enlèvement de la neige	12	10 143	
Autres	13	212 929	216 551
Transport collectif	14	43 244	54 927
Autres	15		
	16	3 214 950	2 746 529
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	499 846	405 062
Réseau de distribution de l'eau potable	18	937 446	891 531
Traitement des eaux usées	19	304 814	189 296
Réseaux d'égout	20	1 208 203	1 045 871
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	108 915	89 668
Autres	26		
	27	3 059 224	2 621 428
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	93 777	59 759
Rénovation urbaine	34	34 953	52 807
Promotion et développement économique	35	2 344 038	2 240 477
Autres	36		67
	37	2 472 768	2 353 110
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	1 363 638	919 508
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	24 548	24 016
Autres	40	195 957	144 180
	41	1 584 143	1 087 704
Réseau d'électricité			
	42		
	43	10 980 241	9 147 940

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Bouchard, Andrée	1.1 Maire	116 875	17 674	13 468	
Latour, Éric	1.2 Maire	17 697	2 676	2 935	1 473
Boisvert, Luko	1.3 Conseiller	5 309	2 676		
Boucher, Louis	1.4 Conseiller	5 346	2 620		
Charbonneau, Claire	1.5 Conseiller	40 389	20 294		
Dufresne, Mélanie	1.6 Conseiller	41 082	20 294	1 381	
Fontaine, Jean	1.7 Conseiller	37 033	17 729		
Gaudette, Sébastien	1.8 Conseiller	40 389	20 294		
Godin, Yvon	1.9 Conseiller	5 309	2 676		
Hacherel, Daniel	1.10 Conseiller	5 309	2 676		
Lambert, Marianne	1.11 Conseiller	35 190	17 674		
Langlois, Ian	1.12 Conseiller	5 604	2 676		
Meunier, Jérémie	1.13 Conseiller	41 839	20 294		
Poissant, Patricia	1.14 Conseiller	41 839	20 294		
Postras, Lyne	1.15 Conseiller	36 666	17 674		
Racine-Lehoux, Jessica	1.16 Conseiller	36 518	17 674		
Roy, François	1.17 Conseiller	35 960	17 674		
Santerre, Bruno	1.18 Conseiller	5 309	2 676		
Savard, Marco	1.19 Conseiller	36 371	17 674		
Surprenant, Annie	1.20 Conseiller	37 231	17 674		
Tremblay, Marie-Pier	1.21 Conseiller	5 309	2 676		
	2	632 574	264 269	17 784	1 473

Note

Allocation de départ et de transition des 8 élus sortants:

Élu	Allocation de départ	Allocation de transition
Bouchard, Andrée	19 851,62 \$	129 035,47 \$
Fontaine, Jean	22 809,27 \$	37 033,40 \$
Lambert, Marianne	5 395,38 \$	35 069,90 \$
Postras, Lyne	5 621,60 \$	36 540,34 \$
Racine-Lehoux, Jessica	5 598,96 \$	36 393,30 \$
Roy, François	5 513,41 \$	35 837,21 \$
Savard, Marco	16 821,05 \$	36 370,81 \$
Surprenant, Annie	5 708,18 \$	37 103,13 \$

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

-
1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (exemples : MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	21 700 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement		
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025	3	1 287 058 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4 <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	\$
Ligne 3 : Autres revenus	7	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	\$
Ligne 9 : Autres charges	11	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	\$
Ligne 14 : Débiteurs	14	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	17	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	\$
Ligne 24 : Libres	20	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	\$
Constatés au cours de l'exercice	24	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

53

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

54 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

55

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

56 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- f) le pouvoir d'imposer une taxe sur l'immatriculation aux fins du financement de dépenses en matière de transport collectif en vertu de l'article 488.0.1 LCV.

57

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

58 _____ \$

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

59

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

60

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

61

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

62 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

64 _____ 527 933 \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

Règlement 2212

- c) du paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

65

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025

66 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

<p>9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.6 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?</p> <p>Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :</p> <p>a) crédits de taxes</p> <p>b) autres formes d'aide</p>	67	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	68		1 288 053 \$	
	69		_____ \$	
<p>10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?</p> <p>Si oui, indiquer le montant total perçu en 2025</p>	70	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	71		_____ \$	
<p>11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?</p> <p>Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?</p> <p>Si oui, indiquer le montant total crédité en 2025</p>	72	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	73	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	74		_____ \$	
<p>12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2025</p> <p>Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2025</p>	75		_____ \$	
<p>13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2025 dans le cadre du <i>Volet entretien</i> du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD</p> <p>Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :</p> <p>a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)</p> <p style="margin-left: 20px;">▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver</p> <p style="margin-left: 20px;">▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été</p> <p style="margin-left: 40px;">Systèmes de sécurité</p> <p style="margin-left: 40px;">Chaussées pavées - entretien préventif</p> <p style="margin-left: 40px;">Chaussées pavées - entretien palliatif</p> <p style="margin-left: 40px;">Chaussées en gravier - entretien préventif</p> <p style="margin-left: 40px;">Chaussées en gravier - entretien palliatif</p> <p style="margin-left: 40px;">Systèmes de drainage</p> <p style="margin-left: 40px;">Abords de routes</p> <p style="margin-left: 40px;">Total des dépenses relatives à l'entretien d'été</p> <p>b) Dépenses d'investissement</p> <p style="margin-left: 20px;">▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver</p> <p style="margin-left: 20px;">▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été</p> <p>c) Total des frais encourus admissibles</p>	76		_____ \$	
	77		_____ \$	
	78		_____ \$	
	79		_____ \$	
	80		_____ \$	
	81		_____ \$	
	82		_____ \$	
	83		_____ \$	
	84		_____ \$	
	85		_____ \$	
	86		_____ \$	
	87		_____ \$	
	88		_____ \$	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Pour les municipalités dont la population est de moins de 6 500 habitants, si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 85 et 87), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2025 (ligne 76), veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

89 _____

b) Date d'adoption de la résolution

90 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

91

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

92 CM-20250225-13.1

b) Date d'adoption de la résolution

93 2025-02-25

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

94 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

95 _____ 1

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|-----|----------|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 96 | _____ 12 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 97 | _____ 9 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 98 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 99 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 100 | _____ |

Normes relatives à l'enregistrement des chiens auprès de la municipalité

- | | | |
|--|-----|-------------|
| h) Nombre total de chiens, peu importe le poids et le potentiel de dangerosité (art. 16) | 101 | _____ 7 771 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg (art. 16) | 102 | _____ 3 448 |
| j) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux (art. 16) | 103 | _____ 29 |

Règlement

- | | | |
|--|-----|--|
| k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? | 104 | <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> |
|--|-----|--|

Les questions 16 et 17 s'appliquent aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Informations additionnelles

Nom du directeur général

9 Daniel Dubois

Adresse courriel du directeur général

10 d.dubois@sjsr.ca

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2026-06-16

Nom du signataire : Annie Germain

Fonction du signataire : Directrice Finance et Trésorière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2026-06-17 11:01

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2025

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Budget 2025	Réalizations 2025		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	239 676 793	232 810 289	248 869 301	6 724 289	254 502 414
Investissement	2	9 599 697		6 058 639		6 058 639
	3	249 276 490	232 810 289	254 927 940	6 724 289	260 561 053
Charges	4	236 532 358	252 339 272	248 737 975	7 990 494	255 632 133
Excédent (déficit) lié aux activités	5	12 744 132	(19 528 983)	6 189 965	(1 266 205)	4 928 920
Moins : revenus d'investissement	6 (	9 599 697)(	)	6 058 639)(	)	6 058 639)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	3 144 435	(19 528 983)	131 326	(1 266 205)	(1 129 719)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	34 248 919	34 248 919	35 988 883	170 588	36 159 471
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 786 745		1 882 604		1 882 604
Remboursement de la dette à long terme	10 (	16 708 786)(	15 545 000)(	15 680 513)(	)	15 680 513)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	4 484 528)(	500 000)(	3 198 954)(	)	3 198 954)
Excédent (déficit) accumulé	12	(13 425 750)	1 325 064	(9 869 208)		(9 869 208)
Autres éléments de conciliation	13	989 097		2 244 489		2 244 489
	14	2 405 697	19 528 983	11 367 301	170 588	11 537 889
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	5 550 132		11 498 627	(1 095 617)	10 408 170

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2024	2025		2024
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	60 186 434	96 143 176	96 306 342	61 050 175
Débiteurs	2	64 778 397	55 389 046	55 428 482	64 838 807
Prêts	3	254 917	195 629		
Placements de portefeuille	4	15 000 000			15 000 000
Autres	5				
	6	140 219 748	151 727 851	151 734 824	140 888 982
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8				
Créditeurs et charges à payer	9	48 233 769	43 721 704	43 926 019	48 474 433
Revenus reportés	10	7 168 849	6 450 479	7 225 543	7 168 849
Dette à long terme	11	256 842 106	288 422 182	288 422 182	256 851 594
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	18 817 300	18 673 800	18 673 800	18 817 300
Autres	13	13 506 369	13 352 609	13 352 609	13 506 369
	14	344 568 393	370 620 774	371 600 153	344 818 545
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(204 348 645)	(218 892 923)	(219 865 329)	(203 929 563)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	675 344 411	696 897 732	697 648 632	676 019 727
Autres	17	17 167 741	16 348 662	16 432 086	17 196 305
	18	692 512 152	713 246 394	714 080 718	693 216 032
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	6 709 952	13 849 656	12 960 673	7 167 087
Excédent de fonctionnement affecté	20	49 638 331	52 603 677	52 603 677	49 638 331
Réserves financières et fonds réservés	21	26 461 012	29 775 233	29 775 233	26 461 012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22 (	14 588 222)(	10 920 415)(	10 920 415)(	14 588 222)
Financement des investissements en cours	23	(38 620 089)	(40 622 862)	(40 622 862)	(38 620 089)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	458 562 523	449 668 182	450 419 083	459 228 350
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	488 163 507	494 353 471	494 215 389	489 286 469

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DE FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Secteurs St-Jean & Iberville	1.1	58 342	59 854
▪ Surplus administratifs	1.2	11 496 372	8 924 401
▪ Surplus infras & transport	1.3	32 610 451	32 744 191
▪ Surplus hygiène du milieu	1.4	159 206	101 309
▪ Surplus aménagement, urbanisme & développement	1.5	5 933 705	6 303 890
▪ Surplus loisirs & culture	1.6		4 686
▪ Surplus santé et bien-être	1.7	2 345 601	1 500 000
	2	52 603 677	49 638 331
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	52 603 677	49 638 331
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
Service de l'eau	5		
Autres			
▪ Chantier des écosystèmes naturels	6.1	14 177 440	11 559 805
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	7		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	8	8 288 139	7 708 826
Organismes contrôlés et partenariats	9		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	10	391 922	274 649
Organismes contrôlés et partenariats	11		
Fonds local d'investissement	12		
Fonds local de solidarité	13		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	14		
Autres			
▪ Assurance, Fonds de parcs & terrains de jeux	15.1	6 917 732	6 917 732
	16	29 775 233	26 461 012
	17	82 378 910	76 099 343

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	308 014 857	275 435 985
Endettement net à long terme (compte tenu de l'agglomération, s'il y a lieu)	2	339 008 635	307 335 131

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		2025 Total consolidé	2024 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	391 922	274 649
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	203 430 443	177 694 776
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	62 304 428	58 157 060
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	24 238 769	26 017 120
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	552 438	(3 173 117)
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement			
	10		
	11	290 918 000	258 970 488

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024 Administration municipale	Budget 2025 Administration municipale	Réalizations 2025 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	167 662 918	174 332 000	173 817 514	173 793 153
Compensations tenant lieu de taxes	13	11 960 185	11 699 700	12 050 769	12 050 769
Quotes-parts	14				
Transferts	15	22 119 652	16 929 240	12 253 364	13 038 230
Services rendus	16	11 104 280	9 874 736	11 691 583	16 533 514
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	24 721 959	18 283 000	28 243 974	28 243 974
Autres	18	2 107 799	1 691 613	10 812 097	10 842 774
	19	239 676 793	232 810 289	248 869 301	254 502 414
Investissement					
Taxes	20	349 379		221 953	221 953
Quotes-parts	21				
Transferts	22	5 305 687		3 390 771	3 390 771
Autres	23	3 944 631		2 445 915	2 445 915
	24	9 599 697		6 058 639	6 058 639
	25	249 276 490	232 810 289	254 927 940	260 561 053

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2025	Réalizations 2025			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2025	2024
Administration générale	1	30 709 586	28 885 276	950 821	29 836 097	29 836 097	28 912 596
Sécurité publique							
Police	2	35 745 155	35 106 238	1 142 265	36 248 503	36 248 503	34 321 236
Sécurité incendie	3	13 951 751	14 204 075	917 145	15 121 220	15 121 220	14 279 253
Autres	4	43 652	43 213		43 213	43 213	31 945
Transport							
Réseau routier	5	25 285 766	25 255 684	15 245 245	40 500 929	40 500 929	36 391 497
Transport collectif	6	18 889 231	17 624 615	687 258	18 311 873	18 311 873	16 055 533
Autres	7	60 261		305 227	305 227	305 227	305 046
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	20 654 947	20 125 645	12 672 232	32 797 877	32 797 877	31 744 609
Matières résiduelles	9	14 794 240	14 281 534		14 281 534	14 281 534	14 851 516
Autres	10	2 734 254	2 126 157	69 802	2 195 959	2 195 959	2 336 239
Santé et bien-être	11	758 637	1 798 470		1 798 470	1 798 470	3 772 935
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	5 886 270	5 339 661	53 190	5 392 851	5 392 410	4 697 942
Promotion et développement économique	13	2 753 457	5 107 203	124 519	5 231 722	5 231 054	2 837 884
Autres	14	1 555 505	491 150	8 333	499 483	499 483	821 583
Loisirs et culture	15	33 285 901	31 379 930	3 812 846	35 192 776	41 987 386	41 758 543
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	10 981 740	10 980 241		10 980 241	11 080 898	9 307 735
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	218 090 353	212 749 092	35 988 883	248 737 975	255 632 133	242 426 092
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	34 248 919	35 988 883 (	35 988 883)			
	21	252 339 272	248 737 975		248 737 975	255 632 133	242 426 092

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2025
(en dollars)

		Réalizations 2024	Réalizations 2025		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus d'investissement	1	9 599 697	6 058 639		6 058 639
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	67 043 267)(	57 805 346)(	246 172)(	58 051 518)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	3 946 995)()))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	42 737 818	43 059 659		43 059 659
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	4 484 528	3 198 954		3 198 954
Excédent accumulé	6	3 103 622	3 661 800		3 661 800
	7	(20 664 294)	(7 884 933)	(246 172)	(8 131 105)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(11 064 597)	(1 826 294)	(246 172)	(2 072 466)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14